

ON DEMANDE LA DÉMISSION DU VICE-PRÉSIDENT

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, cette réponse est tout simplement inacceptable. Le ministre devrait répondre à la question. Il n'est pas du tout surprenant que les conservateurs se soient classés bons derniers dans le sondage Multifax mené la semaine dernière auprès des groupes ethniques et culturels.

Si le ministre désire redonner à cette commission le rôle utile qu'elle peut jouer auprès des collectivités ethniques et culturelles, après que son propre vice-président l'eut battu en brèche par ses commentaires, ne fera-t-il pas ce qu'il convient de faire en demandant à ce dernier de remettre sa démission et en ordonnant un examen complet?

M. le Président: A l'ordre.

L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada): Monsieur le Président, comme le sait le député, je l'espère, les nominations ont été faites il y a deux ans. Ce conseil se composait de 60 membres et l'apport de chacun d'entre eux a été considérable. Je dois les rencontrer la semaine prochaine. Si quelqu'un porte atteinte au Conseil ou aux intérêts du multiculturalisme, c'est bien le député.

* * *

LA RÉFORME FISCALE

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE DÉPOSER UNE PROPOSITION

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État aux Finances. Si le gouvernement veut vraiment que la réforme fiscale donne lieu à un débat approfondi et valable, il doit présenter une proposition précise et claire qui serve de base à la discussion publique. Le ministre va-t-il, premièrement, déposer à la Chambre les recommandations précises du gouvernement au sujet de la réforme fiscale de sorte que les Canadiens sachent exactement sur quoi on va les consulter et, deuxièmement, s'engager à tenir des audiences publiques télévisées sur la réforme fiscale canadienne?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, comme je l'ai dit la semaine dernière, l'exercice vise à nous faire une idée après avoir procédé à des consultations et non avant. Quant à des précisions, je répète ce que j'ai dit la semaine dernière. Les consultations et la réforme fiscale ont pour buts d'établir une fiscalité plus juste, de simplifier le système, de stimuler la croissance économique du Canada et de mieux équilibrer nos différentes sources de recettes fiscales. Il y a un certain nombre d'autres objectifs. Ceux-là sont bien clairs. Voilà sur quoi nous allons consulter la population.

[Français]

LA TENUEUR DE LA RÉFORME PROPOSÉE

M. Raymond Garneau (Laval-des-Rapides): Monsieur le Président, j'ai rencontré beaucoup de personnes depuis l'annonce faite par le ministre des Finances, et les gens se demandent sur quoi ils sont consultés.

Questions orales

C'est pourquoi je demande au ministre maintenant de nous dire au moins si à l'intérieur de cette consultation, le gouvernement a l'intention de trouver des moyens d'augmenter le nombre de dollars qu'il vient chercher auprès des familles canadiennes. En d'autres mots, est-ce que la réforme proposée sera neutre au point de vue des sommes d'argent collectées auprès des Canadiens moyens?

[Traduction]

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le ministre des Finances a déclaré maintes fois que grâce à la réforme fiscale, la plupart des Canadiens auront davantage d'argent dans leurs poches et moins d'impôts à payer. Voilà quels sont le point de vue du gouvernement et l'objectif visé.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE PORT DE VANCOUVER—LA RUPTURE DES NÉGOCIATIONS ENTRE LES EMPLOYEURS ET LE SYNDICAT

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Travail. Hier soir, le *B.C. Maritime Employers Council* a annoncé qu'il rompt les discussions avec l'ILWU même s'il reste encore neuf jours à la période de sursis. Est-ce que le ministre demandera aujourd'hui au conseil des employeurs de reprendre les pourparlers avec l'ILWU afin d'éviter un lock-out parfaitement inutile et très dommageable?

L'hon. Pierre Cadieux (ministre du Travail): Monsieur le Président, je saisis bien l'inquiétude de la députée. J'ai eu la chance d'entendre la fin de la déclaration qu'elle a fait tout à l'heure et je pense qu'elle a déjà adressé sa demande au conseil des employeurs. Évidemment, nous étudions toutes les possibilités qui s'offrent à nous dans ce dossier.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE COMMUNIQUER AVEC L'ASSOCIATION DES EMPLOYEURS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Je répète ma question parce que le ministre n'y a pas répondu. Communiquera-t-il aujourd'hui avec le *Maritime Employers Council* pour lui demander de retourner à la table des négociations?

L'hon. Pierre Cadieux (ministre du Travail): Monsieur le Président, comme dans toutes les situations délicates de ce genre, nous examinerons la question, nous analyserons les options et nous agirons en conséquence.

* * *

• (1500)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE NICARAGUA—LA DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Donald J. Johnston (Saint-Henri—Westmount): Monsieur le Président, ma question au premier ministre concerne l'aide américaine aux *contras*. Le président Reagan prétend qu'il est essentiel que l'Amérique intervienne pour empêcher l'établissement d'une base communiste, poste avancé de la puissance soviétique, en Amérique centrale, car cela pourrait menacer l'Amérique du Nord. Est-il d'accord avec cela?